

EDITÉ PAR
MARC-OLIVIER
GONSETH,
YANN LAVILLE
ET
GRÉGOIRE MAYOR

LA MARQUE EST UN MEN

MUSÉE
D'ETHNO
GRAPHIE



MEN

La marque jeune

sous la direction de
Marc-Olivier Gonseth, Yann Laville et Grégoire Mayor



Exposition 28.06.2008 - 01.03.2009

Les publications accompagnant l'exposition *La marque jeune* ont été réalisées avec le soutien de La Loterie Romande et de la Société des amis du Musée d'ethnographie (SAMEN).

L'exposition *La marque jeune* a bénéficié du soutien de:
Ville de Neuchâtel, Télévision Suisse Romande, Radio Suisse Romande,
Fondation Paul Schiller, Fondation Roche et Forum suisse des migrations.

Edition : GoLM
Concept graphique : Nicolas Sjöstedt et Jérôme Brandt
Mise en pages : Atelier PréTexte Neuchâtel
Photographies : Alain Germond, © MEN, sauf mention contraire
Couverture : Gian Gisiger, Ecole d'arts visuels, Bienne
Collaboration : Roland Kaehr, Olimpia Caligiuri, Bernard Knodel, Marie-Christine Hauser
Impression : Imprimerie Juillerat & Chervet SA, St-Imier

Tous droits réservés

© 2008 by Musée d'ethnographie
4, rue Saint-Nicolas
CH-2000 Neuchâtel / Switzerland

Tél: +41 (0)32 718 1960
Fax: +41 (0)32 718 1969
secretariat.men@ne.ch
www.men.ch

ISBN 978-2-88078-032-6

SOMMAIRE

INTRODUCTION	8
Sur les traces de la marque jeune	10
Marc-Olivier GONSETH, Yann LAVILLE et Grégoire MAYOR	
L'ÂGE D'OR	16
Compagnons du Prophète: jeunesse, salafisme et rhétorique du renouveau au Caire	30
Aymon KREIL	
PÉRIL EN LA DEMEURE	38
La perception de la délinquance des jeunes au travers du traitement médiatique des faits divers et des réalités statistiques	46
Olivier GUÉNIAT	
COMME UN DISQUE RAYÉ	56
La jeunesse et les maux: le <i>Centre for contemporary cultural studies</i> au temps des sous-cultures	80
Joël VACHERON	
De l'esprit hippie à la culture punk	90
Denis JEFFREY	
1968, c'est passé !	98
Gianni D'AMATO et Katri BURRI	
LE SALAIRE DE LA PEUR	110
Rites de contrebande d'une jeunesse contemporaine	146
David LE BRETON	
Tu ne danseras point ?	152
David ROSSÉ	
<i>Graffiti-writing</i>: à propos d'un fragment de ville-musée amnésique	160
Marc TADORIAN	

Résistance du défi	166
Virginie MILLIOT	
Tolstoï, la Bible et André the Giant: les ressources que la jeunesse se donne	174
Tania ZITTOUN	
 RÉVOLTE PURIFIÉE	182
Du concept de sous-culture au référent sous-culturel: biographie d'un acteur sous-estimé	210
Alain MÜLLER	
La jeunesse et ses doubles: commentaires sur une prolifération idéologique datée et liens avec les musiques actuelles	216
Jean-Marie SECA	
L'art du DJ: du bricolage aux techniques professionnelles, la construction d'un métier	224
Claire CALOGIROU	
Rave d'insertion	234
Ismaël GHODBANE	
 LA JEUNESSE N'EST QU'UN MOT	240
La jeunesse – mythe moderne	248
Franz SCHULTHEIS	
Twenty three thoughts about youth	258
Howard S. BECKER	
Vingt-trois pensées sur la jeunesse	262
Howard S. BECKER	

LA JEUNESSE – MYTHE MODERNE

Franz SCHULTHEIS

Chapitre 6

Dans un entretien paru voici presque trente ans sous le titre provocateur «La jeunesse n'est qu'un mot», Pierre Bourdieu (1980) portait son regard sociologique sur une problématique qui, depuis, a gagné encore en importance: la question de la jeunesse, de sa relativité historique et interculturelle, de son usage social et de ses enjeux. Les trois décennies passées ont connu des transformations économiques, sociales et culturelles profondes. Selon Luc Boltanski et Eve Chiapello (2000), un «nouvel esprit du capitalisme» se serait dès lors installé et aurait contribué à transformer radicalement les règles de jeu de nos sociétés contemporaines.

La jeunesse: le point de vue de Bourdieu

Pour Bourdieu, ce que «jeunesse» veut dire (son statut, ses représentations sociales, ses «chances de vie», etc.) est un enjeu de variabilité historique et interculturelle considérable. En même temps, il rappelle qu'il en va de même de la variabilité du statut de «jeune» à l'intérieur d'une seule et même société. Le rapport entre âge biologique et âge social change profondément en passant d'un sexe à l'autre et il faudrait au moins parler de deux jeunesses en prenant en compte le degré d'intégration professionnelle: d'un côté les étudiants avec leur entrée «provisoire» dans un marché économique quasi ludique, de l'autre ceux et celles qui sont d'ores et déjà intégrés dans la vie active avec tout le «sérieux» que celle-ci implique. Dans le premier cas, il s'agit d'un état d'irresponsabilité provisoire dans un *no man's land social* où il est possible de bricoler sa pratique quotidienne en mélangeant des éléments de l'univers des enfants et de celui des adultes. Ce jeu sur les deux tableaux présente d'indéniables avantages, si bien que nombre de jeunes issus des classes sociales privilégiées montrent de l'intérêt à prolonger cet état (*forever young*). Dans l'autre cas, l'intégration de leurs *peers* sur le plan de l'âge biologique dans le monde des adultes semble se faire assez rapidement et de façon définitive. Le *learning to labour* (Willis) caractéristique de la jeunesse des classes populaires s'accompagne d'un processus de *cooling out* (Goffman) où les jeunes apprennent à rentrer dans le rang. «A chacun sa place» – il faut que jeunesse se passe. Selon Bourdieu, l'accès des classes moyennes et populaires au système d'enseignement supérieur a créé toute une panoplie de figures intermédiaires qui brouillent un jeu aux limites sociales auparavant bien définies. Lorsque les jeunes issus de différents milieux sociaux sont mis dans une sorte de hors-jeu social et enfermés dans des enclos séparés du monde des

adultes (écoles, universités,...), ils mènent partiellement et provisoirement une vie «à part» où ils peuvent faire l'expérience d'un monde des possibles relativement ouvert (au moins théoriquement). Cette situation leur offre une liberté de choix biographique importante par rapport à celle des générations précédentes. En même temps, l'accès relativement démocratisé aux formations scolaires supérieures ne s'accompagne pas automatiquement d'une augmentation des biens accessibles grâce aux titres obtenus. A la portée de gens «sans valeur sociale», ils subissent une déflation rapide. Ce phénomène s'accompagne de déceptions et de frustrations douloureuses contrastant avec le privilège d'une ascension sociale attestée par l'Etat sous forme de diplômes.

Tel est en résumé le diagnostic sociologique fait par Bourdieu de l'état de la jeunesse dans nos sociétés bourgeoises. Ces antinomies et paradoxes ne s'accroissent-ils pas aujourd'hui à cause de la radicalisation de la concurrence marchande et des nouvelles exigences en matière de capital humain que propose le nouvel esprit du capitalisme ? D'un côté, «être jeune» apparaît comme le dénominateur commun de l'image idéale du salarié employable et concurrentiel; de l'autre, les métamorphoses profondes du monde du travail et la précarisation du statut de salarié rendent l'état d'adulte à tel point incertain que la trajectoire des jeunes devient de plus en plus floue et tend à être remplacée par un mode de vie tenant du bricolage biographique continu.

Une jeunesse posant problème

Depuis quelques années, la «jeunesse» connaît une carrière étonnante en tant que représentante des problèmes sociaux les plus urgents et des questions de société les plus brûlantes. Catégorie à l'apparence naturelle et donc universelle, elle joue le rôle d'une cible passe-partout pour les politiques de lutte contre la précarité en général et le chômage en particulier et se situe ainsi au centre même d'une question sociale contemporaine cruciale, à savoir la crise de la société salariale. Par ailleurs, elle sert de catégorie fourre-tout particulièrement extensible pour les projections collectives en matière d'insécurité, de malaise et de crise traduites dans les discours autour de la violence urbaine, de la délinquance ou de la toxicomanie. Problème social et problème de société à la fois, la jeunesse devient l'objet d'une politique de régulation sociale à double tranchant qui articule protection sociale pour la jeunesse et protection de l'ordre social face aux jeunes. Le soutien et le contrôle apparaissent comme les deux faces de la même médaille sociale. Tout donne à penser que le succès rapide de cette catégorie à géométrie variable selon les contextes historiques et les conjonctures socio-économiques s'explique en bonne partie par la polysémie du concept derrière lequel nombre de rapports sociaux du genre dominants/dominés, établis/prétendants, propriétaires/aspirants, etc. peuvent se cacher ou se manifester sous une forme euphémisée. Quand on parle de la jeunesse, on parle de reproduction sociale; quand on questionne la précarité des jeunes, on discute d'un mode de reproduction sociale en crise; quand on interroge la violence des jeunes, on se soucie des formes d'anomie et de pathologie accompagnant cette crise et de leurs effets psychologiques et sociaux néfastes.

Il n'est certainement pas fortuit que la problématique de la précarité des jeunes dans ses expressions multiples (pauvreté, chômage, vulnérabilité, exclusion, etc.) se trouve promulguée au rang de question sociale clé alors que la société salariale moderne s'était radicalement transformée à l'époque des *trente glorieuses*. Sous la forme d'un capitalisme dit «social» ou «rhénan», grâce à l'intervention étatique en matière de droit du travail et de protection sociale, le statut de salarié institutionnalisait durablement une citoyenneté économique, sociale et politique ainsi qu'un modèle biographique standard. Ce compromis est largement remis en question aujourd'hui.

L'émergence de la «jeunesse» comme catégorie passe-partout de la représentation des problèmes économiques et sociaux contemporains va de pair avec l'apparition de tous les discours qui font des qualités spécifiques attachées à l'âge jeune la base même d'une nouvelle conception du capital humain, en réponse aux exigences impatientes du monde économique soumis aux contraintes apparemment incontournables et irréversibles d'une nouvelle dynamique historique du capitalisme en voie de mondialisation. Flexibilité, mobilité, perfectibilité, méritocratie, plasticité, prix faibles, esprit de concurrence, soumission continue à des tests et des épreuves: voilà des nécessités matérielles et symboliques attachées au statut de «jeune» retraduites ensuite en «vertus» universelles du nouveau type de capital humain clamé et réclamé par le discours néolibéral.

Suivant cette logique, il s'agit de faire du salarié futur un *éternel jeune* acceptant comme une fatalité de devoir participer à une course acharnée mais sans but, faute de déboucher réellement sur une situation stable, reconnue et assurée. Il se rendra d'autant plus facilement à l'idée du *life long learning* qu'il ne sortira jamais vraiment de cette drôle de salle d'attente où il se trouvera parmi toute une armée de réserve de prétendants éternellement jeunes puisque durablement dépourvus de tout statut social légitime (Rambach 2001).

Mieux que tout autre concept, le mot d'*employability*, servi à toutes les sauces du discours néolibéral, a su se glisser, grâce à sa polysémie redoutable, dans nombre de programmes de politique de l'emploi et de lutte contre le chômage. Il exprime cette idée d'un capital humain flexible, mobile, sans attaches et sans histoire: toujours jeune. Tout cela donne à penser que la jeunesse en tant que catégorie privilégiée des discours économiques et politiques contemporains joue le rôle d'un laboratoire d'expérimentation d'un nouveau type d'*habitus* économique caractéristique de celui que l'on peut appeler un *salarié-entrepreneur de soi*, obligé de soumettre au jour le jour sa valeur personnelle au verdict du marché.

La jeunesse – un laboratoire pour tester l'*habitus* flexible et employable

Les mots «jeunesse» et «précarité» s'accordent bien sur le plan sociologique: être jeune veut dire ne pas être établi, ne pas être établi désigne une absence de biens et de moyens matériels et symboliques accordant à un individu un statut et une valeur sociale reconnue en tant que «propriétaire de soi» (Castel et Haroche 2001). Moratoire socio-économique en bonne partie construit et protégé par l'Etat moderne à travers le système scolaire et l'ensemble des droits visant la protection des mineurs, la catégorie «jeunesse» se révèle d'une flexibilité étonnante selon les contextes sociaux et les conjonctures économiques. Tout se fait comme si cette «salle d'attente» de la société marchande jouait non seulement un rôle-clé dans la gestion d'une armée de réserve du marché de l'emploi à géométrie variable mais représentait en même temps une sorte de «laboratoire» socio-économique pour la production et reproduction d'un *habitus* économique et d'un capital humain à la hauteur des exigences de la demande marchande.

Face aux importantes transformations économiques que connaissent tous les pays postindustriels, les chômeurs enregistrés ne constituent que la part la plus visible des conséquences de la crise de la société salariale. Partout dans les sociétés contemporaines on assiste à un processus de précarisation de l'emploi et des conditions de vie tendant à en déstabiliser l'ensemble. En deçà des formes de fragilisation salariale reconnues par l'Etat se fait jour une «zone grise» peu explorée, touchant toute une frange de la population qui vit dans l'incertitude ainsi que dans l'absence de garanties, d'assurances et de cautions traditionnellement liées à l'emploi à durée indéterminée. Une part importante de cette population fragilisée est constituée des jeunes générations entrant – ou à peine entrées – sur le marché du travail. Ces dernières sont confrontées à une *précarité pluriforme* qui se traduit par une absence de statut

et de droits sociaux, un manque d'autonomie économique et domestique, une perspective de carrière à long terme réduite et des revenus instables, ainsi qu'une faible inclusion dans les programmes de protection sociale. En bref, l'instabilité et l'insécurité touchent les jeunes dans toutes les composantes de leur vie sociale, économique, professionnelle, familiale et relationnelle. Frappés par le non-emploi, ils ne sont que partiellement pris en compte dans les statistiques sur le chômage et tout donne à penser que le manque de visibilité publique de cette catégorie dans les représentations officielles reflète l'absence de connaissance et de reconnaissance collective des problèmes et des risques qui leur sont liés.

La famille répond souvent, et pour un temps variable, à cette absence de prise en charge. La répartition de la tâche de protection sociale des jeunes (rapport droit privé/droit social) fait reposer sur elle l'essentiel de l'aide (obligation alimentaire, soutien à l'insertion sur le marché du travail, etc.). Mais cette instance-clé de la reproduction entre elle-même depuis le dernier quart de siècle dans une crise profonde et a de plus en plus de difficultés à assumer cette protection sociale. De ce fait, *l'Etat social traditionnel*, fondé sur un principe actuariel qui s'approche d'une logique méritocratique en offrant une protection sociale à ceux qui peuvent se prévaloir d'un passé professionnel (ils ont cotisé), n'intervient que de façon subsidiaire en faveur des jeunes générations (prise en charge socio-éducative, assistance publique lorsque l'âge de la majorité est atteint) et se révèle trop statique, sinon trop exclusif face aux problèmes de reproduction sociale incarnés dans la génération jeune. On peut donc risquer l'hypothèse que, devant la précarisation de l'emploi et l'érosion du modèle d'intégration sociale «standard» (carrière professionnelle unilinéaire et stable de la sortie de l'école jusqu'à la retraite) développé pendant les *trente glorieuses*, les jeunes se trouvent de plus en plus forcés de recourir à une forme de bricolage biographique permanent et de développer des stratégies de débrouillardise en cas d'absence de travail salarié (Schultheis 2005).

De façon paradoxale, cette précarisation touche justement une génération jeune plus richement dotée en capital scolaire que toutes les générations précédentes. Le décalage entre la valeur potentielle des titres à présenter sur le marché de l'emploi en tant que billets d'entrée et leur valeur réelle réduite par une inflation considérable contribue à accentuer le sentiment de crise vécu par les jeunes et leurs familles ayant investi non seulement du capital économique et culturel dans les stratégies de reproduction encadrant leur progéniture mais aussi leur «espoir» et leur *illusio*. La crise de reproduction à laquelle on assiste actuellement n'est pas seulement une crise des bases matérielles (la condition sociale) mais aussi une crise symbolique touchant le statut social de ces jeunes hautement qualifiés qui se trouvent devant l'entrée de service ou les portes fermées de la société d'abondance. Du point de vue conceptuel, la notion de «précarité pluriforme» présente le plus de pertinence pour l'étude de cette problématique. Ce concept permet, d'une part, de prendre en compte tous les phénomènes qui accompagnent les jeunes dans leurs parcours d'entrée sur le marché de l'emploi (ségrégation spatiale et sociale, différences d'origine culturelle, toxicomanie, délinquance, etc.) et, d'autre part, d'éviter l'enfermement dans lequel tombent les recherches courantes en se concentrant sur les catégories de rationalité administrative telles que «chômage», «pauvreté» ou «insertion».

Les jeunes arrivent en effet aujourd'hui à un moment charnière sur le marché du travail alors que la crise salariale rend de plus en plus opaque le passage de l'école à la vie professionnelle. On constate une inflation des titres scolaires qui produit un décalage important entre les aspirations des jeunes et leurs chances objectives de les réaliser. Les rites de passage autrefois socialisants (école, formation, emploi, entrée en couple, mariage et enfants) ne fonctionnent plus comme des marqueurs pertinents de la trajectoire biographique. Pour des jeunes qui sont amenés à se construire de telles perspectives, l'incertitude et l'absence de repères sont un véritable problème. Certes, la crise de la société salariale en tant que crise de reproduction intergénérationnelle touche la jeunesse de façon globale et on est tenté

d'emprunter la notion de «génération dupée» (voir le décalage existant entre les promesses et les attentes incorporées durant le processus de socialisation, et les chances de réalisation de plus en plus restreintes) pour caractériser le destin collectif de cette génération. Mais il faut souligner que ce sont les jeunes les plus faiblement dotés en capital sous toutes ses formes (économique, scolaire, social, symbolique) qui se trouvent les plus «exclus» du jeu social et les plus marginalisés économiquement et socialement.

La galère

Ceux qui évoquent la galère pour décrire leur état dans cette sorte de no man's land qui suit la sortie de l'école incarnent la crise de reproduction sociale sous ses formes les plus dérangeantes. Mettant en question «l'ordre public», qui est une autre forme de la reproduction sociale, ils constituent une sous-population particulièrement exposée aux dangers d'une délinquance plus ou moins grave et chronique. Ils sont à la fois vulnérables, et donc visés par des stratégies sociopolitiques à caractère compensatoire et protecteur, mais aussi «dangereux».

Les plus faiblement dotés pour la course de plus en plus acharnée aux biens promis par la société marchande paient ainsi les pots cassés d'un processus général de déclassement relatif rapporté à la situation acquise par la génération précédente. La frustration infligée à la génération jeune est relative à la norme tacite qui semble régler les rapports de «justice entre les générations»: la génération nouvelle devrait partir au moins du niveau acquis lors du départ en course de la génération précédente mais il semble bien que cette règle d'or de la reproduction sociale soit devenue caduque. Il est permis d'avancer, en s'appuyant sur Durkheim, que ce syndrome social complexe est porteur d'un processus d'«anomisation» sociale très fort allant de pair avec une série de symptômes pathologiques. Ceux-ci se manifestent par des révélateurs sociologiques tels que le suicide, la dénatalité, la violence déchaînée, un regain de tendances irrationnelles ou un chauvinisme social fondés sur un ressentiment collectif des membres d'une génération ayant comme dénominateur commun le fait d'être perdants dans le processus de modernisation.

La misère de statut caractéristique des générations jeunes se révèle d'autant plus douloureuse que la nouvelle idéologie de l'*employability* crée une sorte d'individualisation de la responsabilité pour la réussite ou la faillite sociale. Elle fait de l'individu un *entrepreneur de soi* obligé de se «vendre» le mieux possible sur un marché de l'emploi de plus en plus tendu et caractérisé par une concurrence de plus en plus acharnée. Autrement dit, cette logique économique fait du sujet défaillant un coupable face aux nouvelles exigences de la concurrence marchande. Le retour d'un darwinisme social peu voilé et la norme de moins en moins euphémisée d'un *survival of the fittest* imposent une démoralisation des règles de jeu du monde social et risquent de pousser les individus les plus touchés par une marginalisation multiple vers la marginalité légale.

Rentrant dans une zone de plus en plus large à l'intersection du champ social et du champ pénal, sorte de terrain vague ou de no man's land écarté des lignes de partage et de négociation des grandes institutions sociales (Etat providence, syndicats, partis politiques, etc.), ces jeunes en situation de précarité sont pris sous la double tutelle des acteurs professionnels des deux champs respectifs. Le vide dans lequel ils se trouvent est conçu comme potentiellement dangereux, non uniquement pour leur intégration sociale et une trajectoire individuelle réussie, mais surtout pour la société elle-même, qu'il faut protéger au nom de la raison d'Etat contre ces «surnuméraires».

La vulnérabilité des jeunes: entre constante anthropologique et variabilité historique

La notion de «jeunesse» était jusqu'à une époque toute récente enjeu de représentations sociales et de connotations sémantiques peu favorables et peu enviables. Dans toutes les sociétés traditionnelles connues – et même encore à l'époque des sociétés capitalistes «classiques» –, l'état de jeune est globalement vu de façon négative, comme un état de manque et d'absence ou, si l'on veut, comme une sorte de «salle d'attente» dans laquelle des individus encore «incomplets» ou non accomplis patientent. Etre jeune rime dans toutes les sociétés connues en dehors des sociétés capitalistes avancées, avec incertitude, dépendance, tutelle, domination, faiblesse, indétermination, servitude, soumission, etc.

Autrement dit, ce concept renvoie à un état d'existence sociale précaire sous tous les points de vue. On pourrait donc parler de l'enfance et de la jeunesse comme d'une catégorie sociale caractérisée par une précarité constitutive et multiforme.

Cette précarité se manifeste d'abord par une dépendance totale du nouveau-né vis-à-vis de son entourage social, dépendance extrêmement longue si l'on compare l'être humain avec d'autres espèces animales. Cette constante anthropologique, loin de représenter un handicap pour notre espèce, constitue tout au contraire un avantage évolutif énorme, étant donné que l'être humain totalement vulnérable pendant une longue période après sa naissance se trouve pris en charge dans une sorte d'«utérus social» (Portmann) dans lequel il va être soumis à un lent et long processus de socialisation. Par celui-ci se joue la transmission intergénérationnelle de l'héritage collectif en savoirs et savoir-faire, donc la reproduction culturelle caractéristique de l'être humain. Il reste que cet état de dépendance «pour le meilleur et pour le pire» fait de la «jeunesse» un état très vulnérable et risque de l'exposer à toutes sortes de maltraitements, de négligences et de souffrances.

Dans les sociétés traditionnelles, cet état de non-accomplissement et de dépendance semble aller de pair avec une absence totale ou partielle d'accès aux ressources essentielles de la vie économique, sociale et culturelle. Etre jeune veut dire tout d'abord ne pas disposer d'un patrimoine, ne pas être propriétaire, manquer d'autonomie et d'autodétermination en restant dépendant d'un chef de famille. Faute d'être propriétaire des bases matérielles de son existence, le jeune n'a pas non plus d'autonomie personnelle (la «propriété de soi», comme l'appellent Castel et Haroche), dont l'absence rime avec dépendance, tutelle et soumission à un maître. Etre jeune veut dire attendre son tour, attendre le moment où le *pater familias* s'en va pour pouvoir prendre sa place, représenter la famille, son nom et son honneur en tant que capital symbolique accumulé par les générations précédentes. Etre jeune consiste à se trouver dans une file d'attente dans laquelle figurent des aspirants privilégiés – souvent les fils aînés favorisés par le principe de primogéniture – à côté de victimes structurales, les fils cadets, prédestinés au rôle d'éternels «jeunes» exclus du patrimoine et par là du statut d'hommes libres – mais aussi les filles, qui ne jouent qu'un rôle «passif» dans le jeu de la reproduction familiale.

Jusqu'à l'époque de la Révolution française, les jeunes étaient presque totalement démunis de droits subjectifs. Toute leur existence sociale dépendait du *pater familias* dont l'autorité était à ce point absolue que l'enfant pouvait à n'importe quel moment perdre tout droit d'appartenance et de succession familiales. L'idée d'un lien familial indissoluble correspond à une invention politico-juridique très récente et apparaît pour la première fois dans les codes civils modernes en 1804 sous la forme du principe de l'obligation alimentaire durable et inaliénable. L'état de jeune se définissait précédemment de façon négative en tant qu'absence de statut social propre, de droits subjectifs et de reconnaissance sociale.

Cet état de tutelle et d'existence sociale par procuration pouvait durer longtemps sous les conditions de reproduction intergénérationnelle caractéristiques des sociétés traditionnelles.

Devant attendre la disparition ou le retrait volontaire du *pater familias*, le successeur se voyait contraint de patienter souvent jusqu'à un âge avancé pour pouvoir s'émanciper et prendre la relève. Il restait donc «jeune» pendant toute cette période d'attente. Par ailleurs, le mariage avait souvent lieu très tardivement et ce célibat contraint réaffirmait le statut des jeunes en tant qu'héritiers futurs en attente d'un rôle «actif» dans la chaîne de reproduction sociale. En résumé, l'état de jeune dans les sociétés prémodernes était marqué par une précarité à la fois matérielle et symbolique et représentait effectivement une situation globalement connotée négativement. Ce n'est qu'avec l'entrée dans l'ère de la modernité que les choses vont changer.

L'Etat de droit et l'émancipation des mineurs

Si, dans les sociétés traditionnelles, la transmission intergénérationnelle de toutes les ressources matérielles et symboliques (des moyens de production au nom de famille) se joue à l'intérieur du contexte familial et est principalement, sinon exclusivement, enjeu de stratégies familiales de reproduction, il va de soi que l'individu – l'usage de ce mot risque d'être anachronique – ne peut jouer qu'un rôle secondaire par rapport aux intérêts du groupe. Même s'il devient un jour *pater familias*, il jouera ce rôle par la force des choses et non dans une logique de libre choix. Comme le rappelait Karl Marx, l'héritier hérite de l'héritage mais c'est tout d'abord l'héritage qui hérite de l'héritier. Son destin social, avec tout ce qu'il comporte de responsabilités et de droits, de charges et de privilèges, est déjà tracé au moment de sa naissance et ne lui laisse qu'une marge très restreinte de choix «individuel» et «libre». Cet Ancien Régime de la reproduction sociale est radicalement mis en question là où la société marchande émergente brouille profondément et durablement le jeu des stratégies familiales de reproduction en offrant aux individus des marges de choix biographiques dépassant les limites étroites dessinées pour lui. Le jeune exclu par la logique de reproduction familiale sous le signe de la primogéniture bénéficie avec les conditions économiques de la société en voie d'industrialisation non seulement d'alternatives par rapport au destin d'«éternel deuxième» prévu pour le cadet mais souvent même de situations matériellement plus satisfaisantes et alléchantes. On assiste dès le début du processus de *marchandisation* de l'économie traditionnelle à un renversement paradoxal des valeurs. Les privilèges de l'Ancien Régime, l'état d'héritier des moyens de production agricole, se sont de plus en plus fragilisés et relativisés jusqu'au point où l'héritier du destin familial se trouve exclu de la reproduction, face à un marché matrimonial qui ne reconnaît plus sa valeur économique et sociale, comme l'a clairement mis en lumière Bourdieu (2002) dans ses analyses du célibat forcé des paysans du Béarn.

Certes, le marché rend libre mais ceci uniquement dans certaines limites et souvent de façon contraignante. Il libère les jeunes générations du joug de l'autoritarisme paternel et de la fatalité aveugle de la logique de reproduction familiale, où les jeux sont largement faits dès la naissance en accordant aux uns, les aînés de sexe masculin, un rôle actif dans la reproduction sociale, et aux autres, les cadets et les filles, un rôle de masse de manœuvre sous forme de stratégies matrimoniales pour les filles et de stratégies d'investissement familial secondaire (carrières ecclésiastiques ou militaires dans le meilleur des cas, placement comme valets dans d'autres maisons), pour les fils cadets. Le marché est certes un facteur d'émancipation de l'individu par rapport à l'«égoïsme familial» (von Hartmann) mais une contribution tout aussi importante à cette libération par rapport à la tyrannie des pères vient du côté de l'Etat moderne, qui jouera le rôle d'une «sage-femme de l'individu moderne», comme le disait Durkheim (1995: III: 37), tout spécialement pour les jeunes et les femmes en tant que maillons faibles du groupe familial.

La protection étatique prit tout d'abord la voie de l'obligation alimentaire inaliénable, par laquelle le lien familial devint pour la première fois réellement incontournable pour le *pater familias*, puis celle de la reconnaissance des droits égaux pour les enfants illégitimes qui, loin d'être quantité négligeable, représentaient en quelque sorte une image typique de la jeunesse précaire et vulnérable. Puis l'Etat moderne intervint de façon massive dans les rapports de force à l'intérieur du groupe familial en jouant le rôle d'arbitre en matière de succession et en introduisant le partage égalitaire obligatoire de l'héritage. Il va sans dire qu'une telle intervention dans l'ordre même de la reproduction familiale allait profondément contribuer au processus d'individualisation des rapports familiaux, tout comme une autre réforme juridique du Code civil de 1804 concernant le droit matrimonial. Il s'agissait de l'introduction du libre consentement au mariage comme condition sine qua non de sa légitimité. On sort de l'autoritarisme paternel en matière de stratégie familiale d'alliances pour rentrer dans l'ère du libre choix du conjoint et de l'amour réciproque. D'autres révolutions de l'ordre familial allaient suivre au cours du XIX^e siècle dans tous les pays occidentaux avec un parallélisme étonnant, transformations qui toutes devaient contribuer à une émancipation de plus en plus poussée des jeunes par rapport à la génération des adultes. Aux débuts des années 1880, la réforme dite «Waldeck-Rousseau» par exemple introduit pour la première fois dans la loi française l'idée d'un pouvoir paternel limité par le droit des mineurs à un traitement digne et par là même le délit de maltraitance, par lequel le père pouvait être «déchu» de son autorité. A la même époque, l'intervention étatique dans la vie des jeunes se fit sentir de façon encore plus massive et durable par la scolarisation générale et obligatoire et l'accès de tous les jeunes à l'instruction publique. Il s'agit là d'une transformation radicale du rapport social à la jeunesse qui introduisit définitivement le principe d'un moratoire socio-économique général en excluant les mineurs du monde du travail pendant un laps de temps relativement important, quand on pense que le travail des enfants dès l'âge de six ans était monnaie courante dans l'industrie de la première moitié du XIX^e siècle et que l'enfance représenta une main-d'œuvre essentielle dans le monde agricole bien plus longtemps encore. Plus tard, la reconnaissance du choix professionnel renforça la reconnaissance publique des libertés individuelles des jeunes et on pourrait rajouter une longue liste de réformes législatives, de l'introduction de l'autorité parentale partagée remplaçant l'autorité paternelle jusqu'à la reconnaissance de l'intérêt de l'enfant en matière de divorce ou encore la libéralisation de l'accès des mineurs aux moyens contraceptifs, contribuant de façon plus ou moins explicite et massive à une garantie des droits subjectifs des individus mineurs et à une limitation du pouvoir de décision des adultes par rapport à leur destin. Il n'est donc guère étonnant que Durkheim ait pu affirmer, dans le cadre de son tout premier enseignement de sociologie, que l'Etat allait jouer de plus en plus un rôle essentiel comme facteur des rapports familiaux et transformer le rôle de père en une sorte de «fonctionnariat» au pouvoir de plus en plus limité et contrôlé. Le père omnipotent était mis sous tutelle. Tout donne à penser que la jeunesse représente une construction historique encore toute récente. Catégorie d'âge longtemps négligée et peu instituée en dehors de l'existence des rites de passage marquant l'entrée dans l'âge adulte ou au moins dans celui de la maturité sexuelle, la jeunesse semble être le produit d'une institutionnalisation étatique. Elle émerge principalement grâce au système de reproduction sociale contrôlé par l'Etat qui soustrait les mineurs dès un âge précoce au moins partiellement à l'autorité parentale et au monopole familial en matière d'éducation des enfants, créant par là l'enfance et la jeunesse en tant que catégorie d'âge protégée par la loi. L'invention du premier âge se fit au moment historique même où l'Etat social naissant mit en place l'assurance retraite en institutionnalisant le troisième âge.

Mais le choix d'une telle perspective constructiviste oblige l'analyse sociologique à aller au-delà d'une telle reconstruction sociogénétique grossière des métamorphoses de la

jeunesse, passant des sociétés traditionnelles à l'ère de la modernité, et à rappeler avec Bourdieu que ce que «jeunesse» veut dire est hautement variable selon la place occupée dans l'espace social.

L'enfance et la jeunesse – des catégories sociales à géométrie variable

La frontière entre la jeunesse et l'âge adulte n'est pas fixe mais constitue au contraire, comme l'a montré Bourdieu, un enjeu de lutte de classement. Tandis que la sociologie spontanée fait croire que le mot jeunesse se réfère à une condition biologique immuable et donc transhistorique, l'objectivation sociohistorique de cette catégorie fait comprendre que le rapport entre l'âge biologique et l'âge social peut varier de façon notable.

Selon Bourdieu, la génération «adulte», à savoir les détenteurs du patrimoine sous toutes ses formes, peut avoir avantage, sous des conditions spécifiques de transmission intergénérationnelle, à tenir éloignés du patrimoine ceux qui prétendent à la succession en leur collant avec l'étiquette de «jeunes» les stigmates de l'irresponsabilité, du manque de maturité etc., et trouver tout au contraire, sous d'autres conditions historiques de reproduction sociale, un intérêt dans une attribution précoce des signes de maturité (entrée dans l'âge actif).

La classification par âge constitue donc à tout moment historique une forme de vision et de division du monde social imposant à tout un chacun un ordre dans lequel il trouve sa place légitime, sinon «naturelle», à laquelle il doit se tenir.

Tout se passe comme si les inégalités caractéristiques du monde économique et social prenaient une allure paradoxale en ce qui concerne la jeunesse: les jeunes des classes sociales privilégiées semblent trouver un intérêt et un atout dans un séjour prolongé dans cette drôle de salle d'attente du monde sérieux et tout donne à penser que celui-ci ne représente guère un pur gaspillage ostentatoire de temps pour la vie active mais constitue tout au contraire une sorte de «laboratoire social» exigeant et efficace pour la reproduction des classes sociales dominantes.

Bibliographie

- BOURDIEU Pierre. 1980. «La jeunesse n'est qu'un mot», in: BOURDIEU Pierre. *Questions de sociologie*. Paris: Minuit, pp. 143-154.
2002. *Le bal des célibataires: crise de la société paysanne en Béarn*. Paris: Seuil.
- BOLTANSKI LUC et EVE CHIAPELLO. 2000. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- CASTEL Robert et Claudine HAROCHE. 2001. *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi: entretiens sur la construction de l'individu moderne*. Paris: Fayard.
- DURKHEIM Emile. 1995. *Textes*. Paris: Minuit.
- MARX Karl. 1982. «Der achtzehnte Brumaire des Louis Bonaparte». *MEGA* (Berlin) 8: 134.
- PORTMANN Adolf. 1969. *Biologische Fragmente zu einer Lehre vom Menschen*. Bâle/Stuttgart: Schwabe.
- RAMBACH Anne et Marine RAMBACH. 2001. *Les intellos précaires*. Paris: Fayard.
- SCHULTHEIS Franz. 2005. «Prekär auf hohem Niveau», in: SCHULTHEIS Franz et Kristina SCHULZ, eds. *Gesellschaft mit begrenzter Haftung: Zumutungen und Leiden im deutschen Alltag*. Constance: UVK Verlagsgesellschaft, pp. 375-378.

AUTEURS

Howard S. Becker, vit et travaille à San Francisco

Katri Burri, conservatrice, Fotogalerie CoalMine, Winterthur

Claire Calogirou, Institut d'études méditerranéenne et européenne comparative -
CNRS / Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée

Gianni D'Amato, directeur du Forum Suisse pour l'étude des migrations et
de la population, Université de Neuchâtel

Ismaël Ghodbane, doctorant, Institut de psychologie et éducation,
Université de Neuchâtel

Olivier Guéniat, chef de la police de sûreté neuchâteloise, Neuchâtel

Denis Jeffrey, professeur, Université Laval, Québec

Aymon Kreil, assistant, Institut d'ethnologie, Université de Neuchâtel

David Le Breton, professeur de sociologie, Université Marc Bloch, Strasbourg

Virginie Milliot, maître de conférences, Département d'ethnologie,
Université de Paris X-Nanterre

Alain Müller, assistant, Institut d'ethnologie, Université de Neuchâtel

David Rossé, doctorant en sociologie, Université de Lausanne et Centre d'études des
mouvements sociaux à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris

Franz Schultheis, professeur, Département de sociologie, Université de St-Gall

Jean-Marie Seca, maître de conférences, membre du Laboratoire de management
LAREQUOI, Université de Versailles-Saint-Quentin (France)

Marc Tadorian, ethnologue, Bienne

Joël Vacheron, sociologue et journaliste, Londres

Tania Zittoun, professeure, Institut de psychologie et éducation, Université de Neuchâtel

L'exposition *La marque jeune* et le livre qui l'accompagne trouvent leur origine dans un désir exprimé par l'équipe du MEN de réexaminer à la fois diachroniquement et synchroniquement la constitution et l'évolution sociale du «phénomène jeune», s'inscrivant ainsi dans la tradition de déconstruction des catégories culturelles et sociales qui caractérise une partie des expositions mises en scène à Neuchâtel depuis le début des années 1980 (*Le corps enjeu*, 1983; *Des animaux et des hommes*, 1987; *Les ancêtres sont parmi nous*, 1988; *Les femmes*, 1992; *Natures en tête*, 1996; *L'art c'est l'art*, 1999; *Figures de l'artifice*, 2006). La période s'y prêtait, vu les nombreuses commémorations suscitées par le quarantième anniversaire de mai 1968, et ce dans un climat de diabolisation croissante d'une partie de la jeunesse, tant en Suisse qu'en France.

Sur les traces de *La marque jeune*, l'équipe du MEN aborde ainsi les relations complexes qui s'instaurent entre la jeunesse, la contestation et la consommation. Elle interroge le discours d'insécurité qui prévaut actuellement à l'aune des événements qui se sont produits depuis les années 1950 et des commentaires pour le moins répétitifs qu'ils ont suscités. Elle formule l'hypothèse que, loin de provoquer le chaos, la rébellion récurrente des plus jeunes contribue à dynamiser la société dans son ensemble. Elle souligne également l'importance paradoxale des figures de la révolte et des rites de refus non seulement sur le plan de la consommation culturelle, dont ils sont manifestement l'un des moteurs principaux, mais également sur celui de la socialisation et de l'intégration sociale.

Une quinzaine d'auteurs ont répondu à l'invitation visant à enrichir notre réflexion par des collaborations extérieures. Leurs contributions ont été intégrées dans l'espace conceptuel qui leur convenait le mieux. Elles offrent un prolongement immédiat et une relance bienvenue aux diverses thématiques abordées dans l'exposition. Le présent ouvrage offre ainsi tout à la fois un compte rendu, un catalogue et un recueil d'articles.